

AMATORA MU MAHORO

**Système de monitoring des principes démocratiques et de
prévention de la violence électorale**



Troisième Rapport

31 mai – 4 juillet

Table des matières

Résumé	3
Contexte Politique	4
Analyse des données de la période du 31 mai au 4 juillet 2010	5
1. <i>Violences électorales (Analyse des incidents de violence liés aux enjeux électoraux)</i>	5
• Type d'incidents de violence	6
• Destructions de propriété	8
• Tentatives de meurtres et cas de meurtres	9
• Intimidations et menaces	10
• Les incidents de violence par auteur	11
• Les incidents de violence par victimes	12
2. <i>Violences électorales (Analyse des indicateurs liés aux enjeux électoraux)</i>	13
• Analyse des indicateurs de violence	13
• Mécanismes d'intimidation de l'électorat	14
3. <i>Initiatives de paix (Analyse des initiatives de paix liés aux enjeux électoraux)</i>	18
Synthèse	20
Annexe	22
• Note méthodologique sur les trois différents types de résultat	22
• Table des Illustrations	23

Résumé

Le troisième rapport **Amatora Mu Mahoro** (AMM), présente une analyse des incidents et des indicateurs de violence électorale, ainsi que des initiatives de paix, survenus sur l'ensemble du territoire du Burundi pendant la période du 31 mai au 4 juillet 2010.

L'analyse faite des données fournies par les Points focaux du projet AMM permet de conclure que la fréquence des incidents dans les provinces a diminué, passant de 262 cas d'incidents répertoriés dans le second rapport (période du 26 avril – 30 mai) à 180 pour le présent rapport. La localisation de ces incidents reste principalement dans les mêmes provinces que lors de la période précédente : il s'agit de Bujumbura, Bujumbura Mairie, Buzanza, et Gitega. Paradoxalement, les initiatives de paix n'ont pas augmenté, qui auraient pu justifier la réduction du nombre d'incidents (312 initiatives de paix contre 647 pour la période précédente).

Analyse des incidents de violence électorale liés aux enjeux électoraux

180 incidents de violence électorale ont été recensés, contre 262 pour la période précédente. Il s'agit majoritairement de destruction de propriété (40 cas), de tentatives de meurtre (38 cas), et d'actes d'intimidation (31 cas). Signalons également que durant cette période 6 cas de meurtres à motivation politique ont été recensés.

Les provinces comptant le plus d'incidents de violence sont Gitega, Bujumbura Mairie et Bujumbura rural. Sur les sept catégories d'auteurs, les partis politiques sont principalement responsables (54%) des incidents de violence, suivis de la police (18%). En comparaison avec le 2^{ème} rapport, les incidents de violence causés par les partis politiques ont diminué; ceux causés par la police se sont accrus. Cela pourrait s'expliquer pas les interventions de ces derniers dans les manifestations contestataires.

Analyse des indicateurs de violence électorale

Sur 129 communes, 3 communes sont jugées *fragiles* : les communes de Kabezi à Bujumbura Rural, de Gihosha et de Kamenge à Bujumbura Mairie. Ce sont les deux provinces où on a pu observer une plus grande disparité des résultats des élections communales, ainsi que la présence d'une grande diversité de partis politiques. Notons également que Kamenge, qui fut le théâtre d'affrontements entre l'armée et les différents mouvements rebelles, demeure aujourd'hui un foyer de tension. La commune de Kabezi compte également un nombre important d'incidents dont un meurtre. C'est enfin dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bujumbura rural, Cibitoke et Muyinga où circulent, d'après les Points focaux, le plus de rumeurs sur la prolifération d'armes légères.

Analyse des initiatives de paix

312 initiatives de paix ont été recensées pour cette période contre 647 pour la période précédente. Le nombre des initiatives de paix a sensiblement diminué; néanmoins les activités de sensibilisation civique et électorale, et les messages de paix des leaders locaux (confessions religieuses et Bashingantahe) gardent, pendant la période encourue, une place importante et correspondent respectivement à 35% et 26% des initiatives de paix.

Les initiatives prises par la société civile et les acteurs internationaux pour le rapprochement entre les parties et la relance du dialogue, pendant la période couverte par le présent rapport, sont importantes. Toutefois, des efforts restent à fournir afin d'éviter que le conflit électoral actuel ne mette en péril la stabilité politique et les acquis du processus de paix.

Contexte Politique

Le projet Amatora Mu Mahoro présente son troisième rapport à quelques jours des élections législatives et sénatoriales prévues respectivement les 23 et 28 juillet 2010 et dans un contexte de méfiance politique consécutif aux résultats du scrutin communal du 24 Mai 2010. En effet, ces résultats ont été contestés par le parti UPRONA et douze autres qui ont par la suite constitué l'Alliance des Démocrates pour le Changement, l'ADC-IKIBIRI¹. Et la contestation est telle que les 12 partis de l'ADC ont décidé de boycotter tout le reste des scrutins. On aura ainsi connu une campagne présidentielle au candidat unique.

Dès le lancement de la campagne électorale pour les présidentielles, le 12 Juin 2010, le pays a traversé une période d'insécurité marquée notamment par des attaques à la grenade, une vague d'arrestation de membres de l'ADC et la fuite du Président du parti FNL, M. Agathon Rwasa.

La CENI a procédé à l'ouverture officielle de la campagne législative le 7 juillet 2010. Les 12 partis contestataires des résultats des élections communales, regroupés au sein de l'ADC-IKIBIRI réclamaient quant à eux la suspension du processus électoral et la mise sur pied d'un cadre de dialogue pour évaluer les opérations électorales du 24 mai et corriger les erreurs relevées ensemble. L'ADC-IKIBIRI exigeait en outre la libération de leurs membres « emprisonnés pour des motifs politiques » comme préalable à leur retour dans un processus électoral serein et respectueux des droits de la personne.

Tout en restant ouverte au dialogue et aux critiques, la CENI a évoqué chaque fois le caractère technique de son mandat et son incapacité à s'inscrire dans une perspective de dialogue, qui perturberait le calendrier électoral et occasionnerait par conséquent l'expiration des mandats et le vide institutionnel. Quant aux arrestations des membres de l'opposition, la CENI s'est déclarée également incompétente pour traiter des affaires qui relèvent de la sécurité publique et de la justice.

Ces positions ont ainsi ruiné l'espoir d'un retour de l'ADC-IKIBIRI au processus électoral. Dans sa déclaration du 9 juillet 2010, l'ADC-IKIBIRI appelait ses militants à boycotter les scrutins législatifs des 23 et 28 juillet 2010.

En revanche, le parti UPRONA qui avait boycotté les élections présidentielles pour les mêmes raisons de « fraude massive » aux communales, s'est ravisé en s'engageant dans les législatives pour éviter la politique de la chaise vide.

Dans un tel contexte, le processus électoral burundais se trouve à une croisée de chemins délicate où le dialogue semble incontournable pour rétablir l'harmonie dans un paysage politique qui risque le réveil des vieux démons de la haine et de l'intolérance politique. Ainsi les partis de l'ADC-IKIBIRI menacent, dans leurs différentes déclarations, de ne pas reconnaître les institutions issues du processus électoral en cours. Un tel positionnement n'est pas de nature à apaiser le climat politique postélectoral.

De plus, dans les communes où l'ADC est majoritaire, il a été impossible de mettre sur pied des conseils communaux et des administrateurs. Si des dispositions légales peuvent permettre de procéder au remplacement des partis gagnants aux élections du 24 mai, la mise en place de nouveaux responsables nécessite des préalables de dialogue pour garantir un bon climat de gouvernance locale.

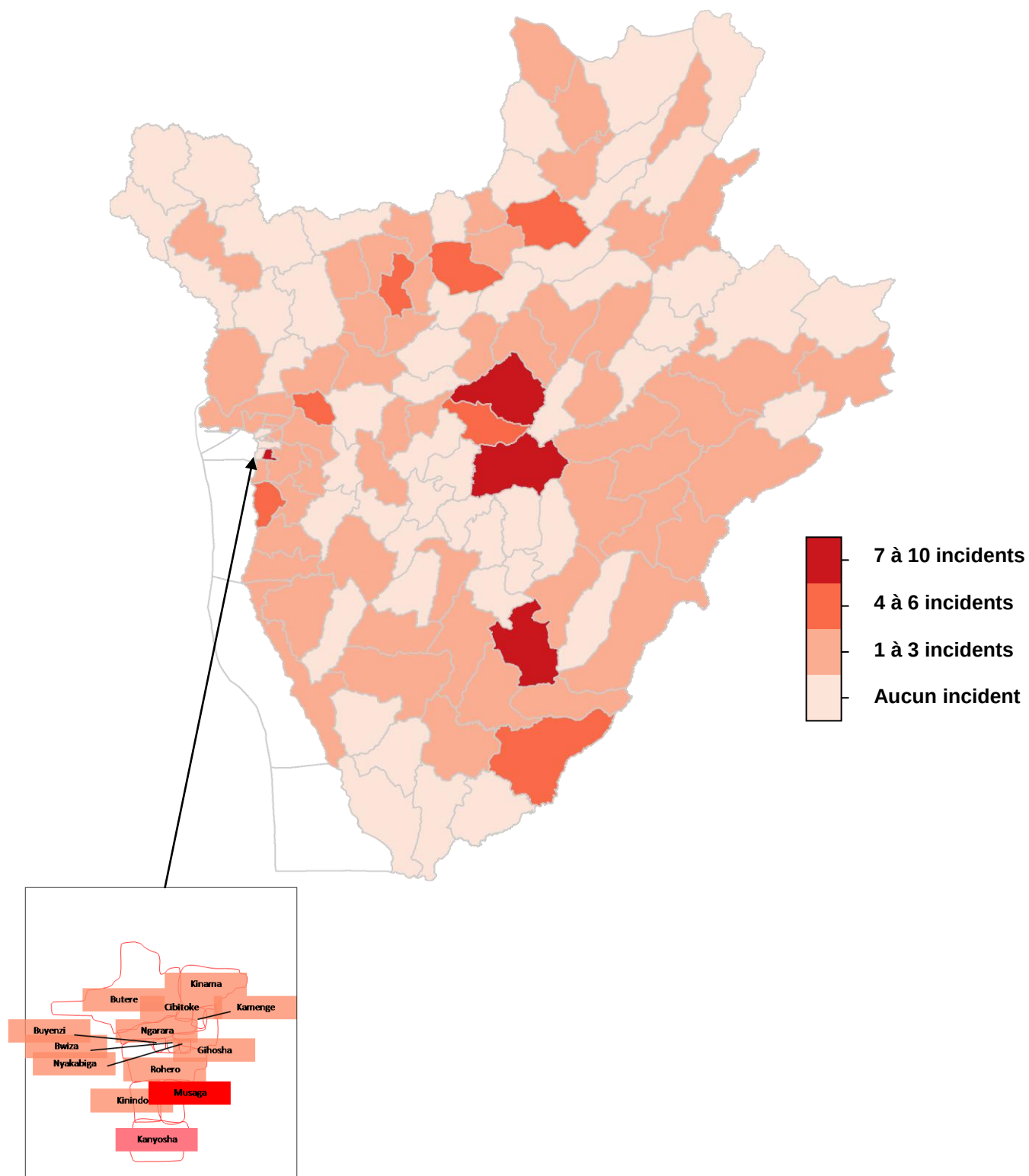
Certes, des initiatives ont été prises par la société civile et les acteurs internationaux pour le rapprochement et la relance de dialogue mais le chemin semble encore long. Des efforts restent à fournir afin d'éviter que le conflit électoral ne mette pas en péril la stabilité politique et les acquis du processus de paix.

¹ La coalition ADC – IKIBIRI est composée des partis politiques suivants : UPD, PIT, FRODEBU, ADR, FNL, CDP, RADEBU, FEDS SANGIRA, CNDD, MSD, PARENA-BAGAZA et PPDRR

Analyse des données de la période du 31 mai au 4 juillet 2010

1. Violences électorales (Analyse des incidents de violence liés aux enjeux électoraux)

Cartographie 1 : Incidents de violence par commune au niveau national



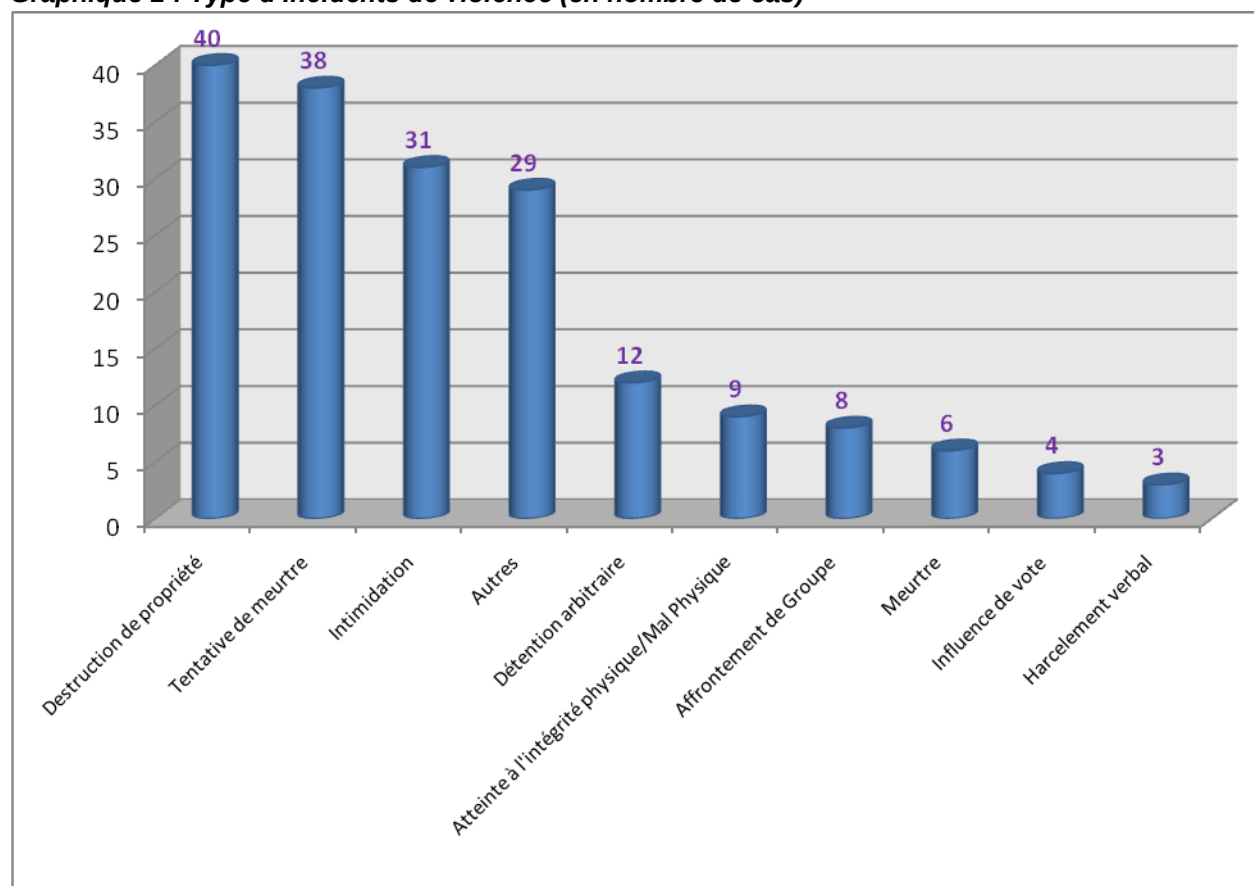
Pour cette période, 180 incidents de violence électorale ont été recensés, contre 262 pour la période précédente. Les communes où il a été constaté le plus d'incidents de violence sont les communes de Rutana (10 incidents), Bugendana (8 incidents), Gitega (8 incidents) et Musaga (7 incidents).

On observe une diminution significative du nombre de communes comptant plus de 6 incidents: il est passé de 10 à 4 communes. A titre de comparaison, les communes qui furent les plus touchées entre le 26 avril et le 30 mai étaient Musaga (Bujumbura Mairie) avec 9 incidents, Mubimbi (Bujumbura rural), Giheta et Gitega (Gitega), Bwambarangwe (Kirundo), Mwumba, Kiremba et Ngozi (Ngozi), Bukeye (Muramvya), et Ruyigi avec 7 à 8 incidents.

Les communes de Musaga (Bujumbura Mairie) et de Gitega (Gitega) sont les communes qui comptent le plus d'incidents depuis le début du monitoring (26 avril 2010).

- **Type d'incidents de violence**

Graphique 1 : Type d'incidents de violence (en nombre de cas)



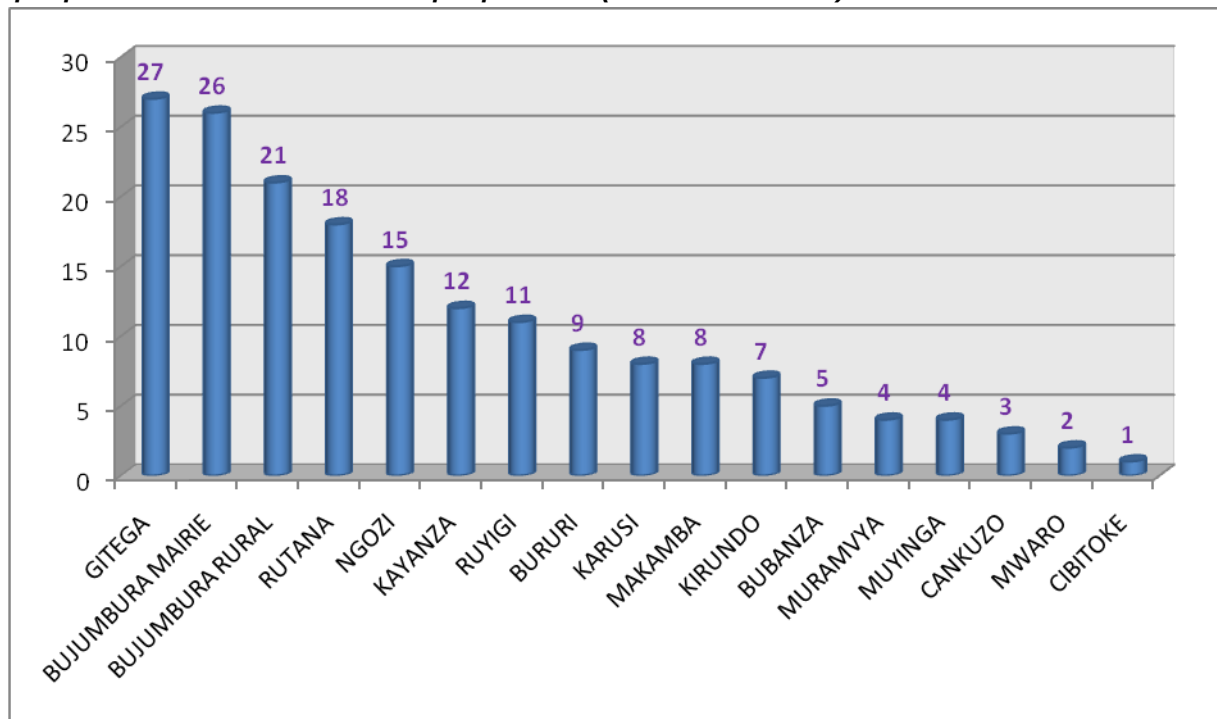
Au total, **180 cas²** d'incidents de violence électorale ont été répertoriés par les Points focaux du projet Amatora Mu Mahoro durant la période du 31 Mai au 04 Juillet.

Alors que lors de la période du 26 avril au 30 mai, la majorité des incidents de violence étaient des affrontements entre groupes et des actes d'intimidation, il s'agit majoritairement, pour la période analysée, de

² La catégorisation « autres » regroupe des incidents qui ne rentrent dans aucune autre catégorie.

destruction de propriété (40 cas), de tentatives de meurtre (38 cas), et d'actes d'intimidation (31 cas). Signalons également que durant cette période, 6 cas de meurtres ont été recensés.

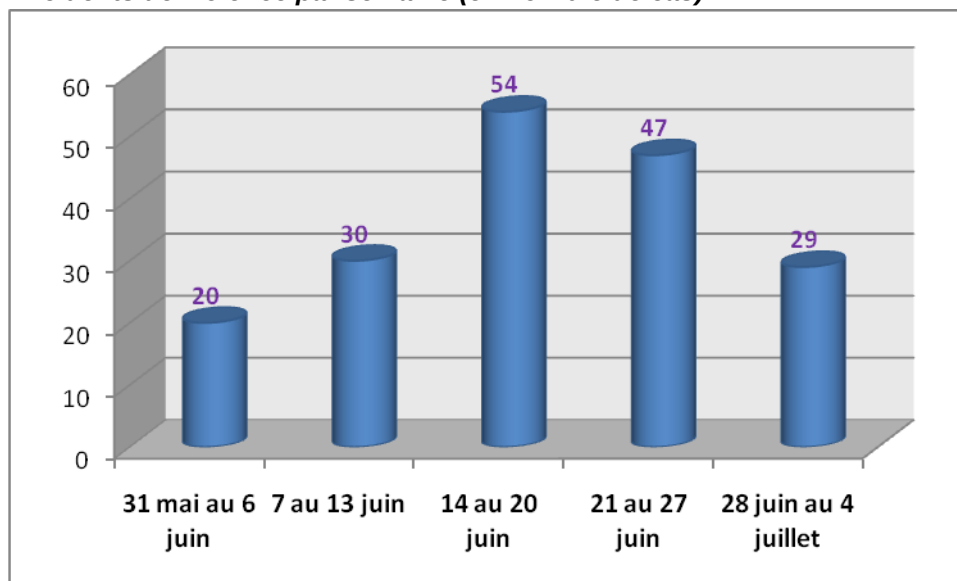
Graphique 2 : Incidents de violence par province (en nombre de cas)



Les provinces comptant le plus d'incidents de violence sont celles de Gitega, Bujumbura Mairie et Bujumbura Rural, comme dans la période précédente. Les provinces de Ngozi, Bururi et Muramvya ont connu une forte diminution du nombre d'incidents de violence par rapport à la période précédente.

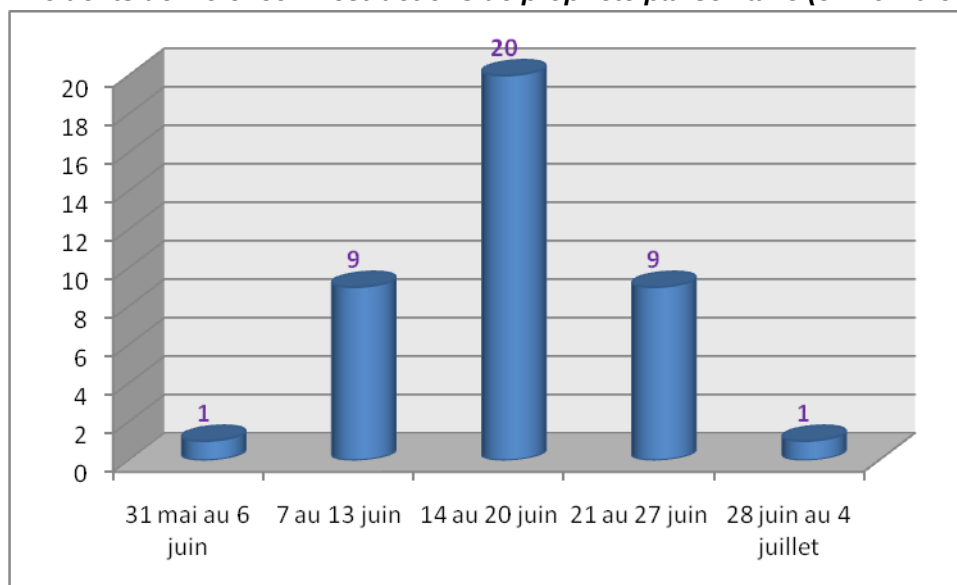
Concernant les provinces de Bujumbura Mairie et Bujumbura Rural, on recense un nombre élevé d'incidents de violence, parmi lesquels 6 meurtres et 24 tentatives de meurtre. Pour la province de Gitega, la commune de Bugendana et de Gitega enregistrent 8 incidents chacune.

Le nombre élevé des incidents de violence dans les provinces de Bujumbura Mairie et Bujumbura Rural (26% des incidents de violence pour la période) pourrait s'expliquer par la grande disparité au niveau de la présence de partis politiques et des résultats des élections communales (25,98% pour le FNL contre 28,28% pour le CNDD FDD en mairie de Bujumbura et 57,48% pour le FNL contre 26,60% pour le CNDD FDD). Rappelons que le parti FNL fait partie de la coalition ADC IKIBIRI qui rejette les résultats des élections et demande la suspension du processus électoral.

Graphique 3 : Incidents de violence par semaine (en nombre de cas)

Comme le montre ce graphique, la semaine du 14 au 20 juin 2010 enregistre le plus grand nombre d'incidents de violence électorale (54 cas), vient ensuite la semaine du 21 au 27 juin (47 cas). L'augmentation des violences pendant ces deux périodes peut s'expliquer par la campagne électorale pour le scrutin présidentiel qui s'est déroulée du 12 au 25 juin 2010. Cette période a été marquée par des tensions politiques et des actes d'intimidation sur l'électorat burundais. On constate ensuite une accalmie dans la semaine suivant le jour de scrutin avec seulement 28 incidents de violence notifiés.

- **Destructions de propriété**

Graphique 4 : Incidents de violence : Destructions de propriété par semaine (en nombre de cas)

Concernant les destructions de propriété, il s'agit principalement d'incendies de permanences de partis politiques mais également dans une moindre mesure, de vols de drapeaux et de matériaux dans les permanences.

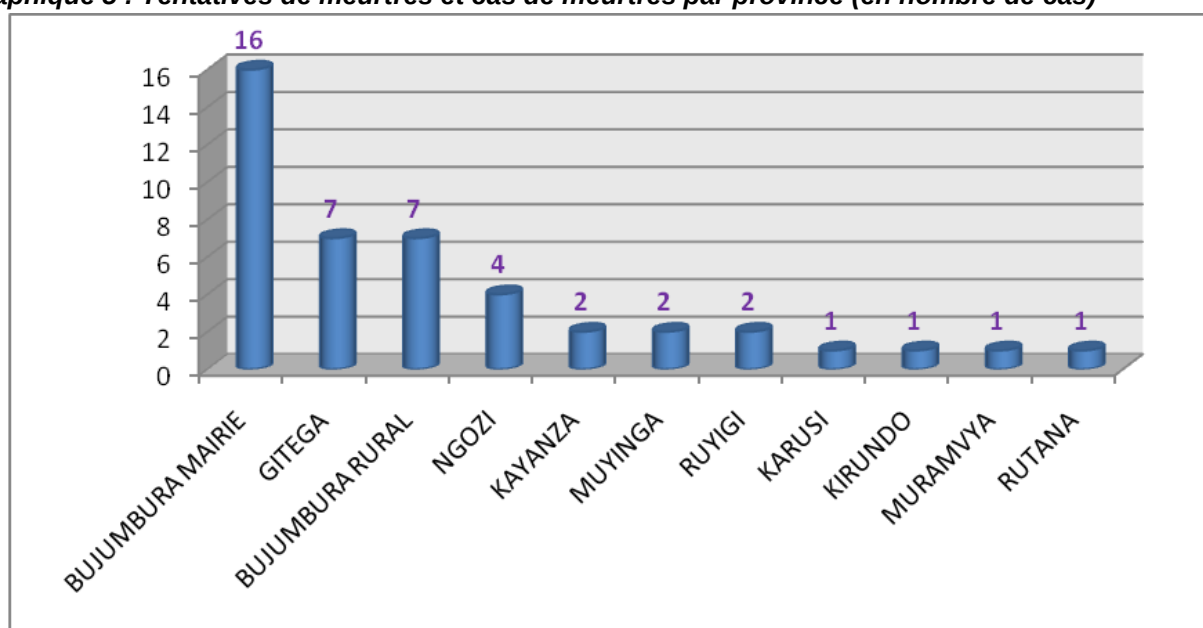
Sur les 40 cas de destructions de propriété enregistrés pendant la période du rapport, la moitié a été signalée dans les provinces de Kanyanza, Bururi, Ngozi et Ruyigi.

Le nombre élevé de destructions de propriété (20 cas) a été enregistré entre les 14 et 20 juin, en pleine campagne électorale pour l'élection présidentielle, qui s'est déroulée dans des conditions tendues suite aux appels des partis politiques de l'opposition au boycott de l'élection présidentielle. Ainsi, à titre d'exemple :

- Dans la nuit du 14 juin 2010, à Bukeye, dans la commune de Nyanza lac (Bururi), deux permanences du Parti CNDD FDD ont été brûlées.
- Dans la soirée du 17 juin 2010, à Murwi (Cibitoke), quatre drapeaux des partis de l'UPRONA, du MSD, du FNL et du SAHWANYA FRODEBU ont été volés.
- Dans la journée du 18 juin 2010, la permanence du CNDD FDD de la colline de Gahwazi (Ngozi) a été brûlée.

• Tentatives de meurtres et cas de meurtres

Graphique 5 : Tentatives de meurtres et cas de meurtres par province (en nombre de cas)



Sur les 44 cas de meurtres et tentatives de meurtres enregistrés pendant la période de ce rapport, contre 12 cas pendant la période précédente, 37 % des cas ont été répertoriés dans la seule province de Bujumbura Mairie. A titre d'exemple :

- Dans la nuit du 19 juin 2010, dans la commune de Kanyosha (Bujumbura Mairie), quartier de Gisyo, un membre du parti CNDD FDD a été tué avec un fusil ;
- Le 25 juin 2010, dans la commune de Musaga (Bujumbura Mairie), un membre du SAHWANYA FRODEBU a été tué avec une arme à feu silencieuse ;
- Le 25 juin 2010, le même jour, dans la commune de Musaga (Bujumbura Mairie), Le Président d'un bureau de vote a été tué devant la porte de sa maison, avec un fusil.

- Dans la nuit du 26 juin 2010, dans la commune de Kanyosha (Bujumbura Mairie), colline de Ruziba, une grenade a été lancée tuant un membre du FNL et blessant trois autres personnes ;
- Dans la soirée du 29 juin 2010, dans la commune de Kabezi (Bujumbura Rural), un membre du CNDD FDD a lancé une grenade dans la maison d'un membre du FNL. Ce dernier a été tué sur le coup, ainsi que sa fille. Deux autres membres de la famille ont été gravement blessés.

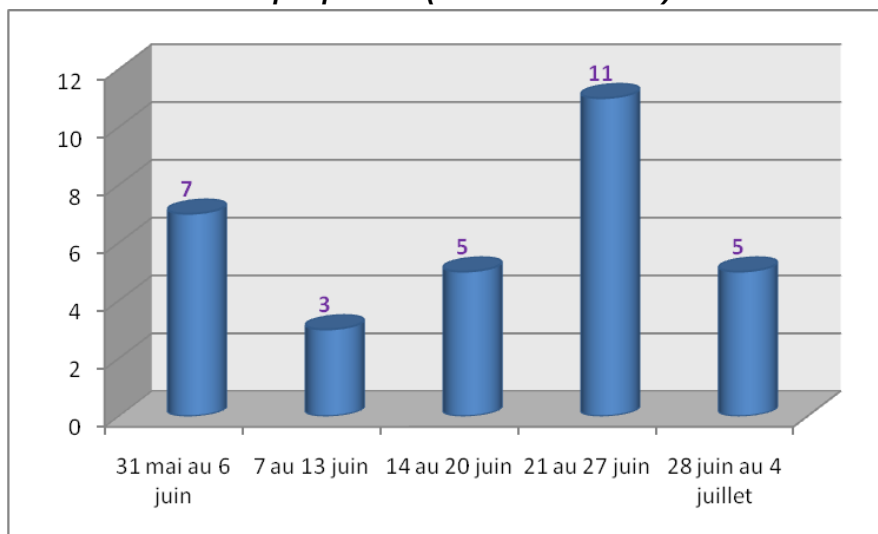
Sur les 44 cas de meurtres et tentatives de meurtres, 32 cas ont été commis pendant la période de la campagne électorale pour l'élection présidentielle. Le nombre de cas enregistrés pendant la semaine qui a suivi le scrutin présidentiel reste quand même élevé (8 cas).

Les provinces de Bujumbura Mairie et Bujumbura rural demeurent le théâtre d'incidents, en l'occurrence de meurtres et de tentatives de meurtres; en effet, ces provinces regorgent d'un nombre élevé de militants, représentatifs de tout l'échiquier politique burundais.

Notons enfin que pour la majorité des tentatives de meurtre, il s'agit de lancements de grenade. Les points focaux ont signalé 35 lancements de grenades durant la période. Notons que ce chiffre n'est pas exhaustif et reflète la difficulté pour les Points focaux d'attribuer avec certitude des causes politiques à ces actes.

• Intimidations et menaces

Graphique 6 : Intimidations/menaces par période (en nombre de cas)



Parmi les incidents répertoriés pendant la période du rapport (180 cas), les intimidations s'élèvent à 31 cas et occupent la 3ème position après les destructions de propriété et les tentatives de meurtre/meurtre.

Parmi les 31 cas rapportés, on recense principalement des actes d'intimidations entre les différents partisans des partis politiques ainsi que des pressions exercées sur des citoyens afin qu'ils rejoignent un parti politique.

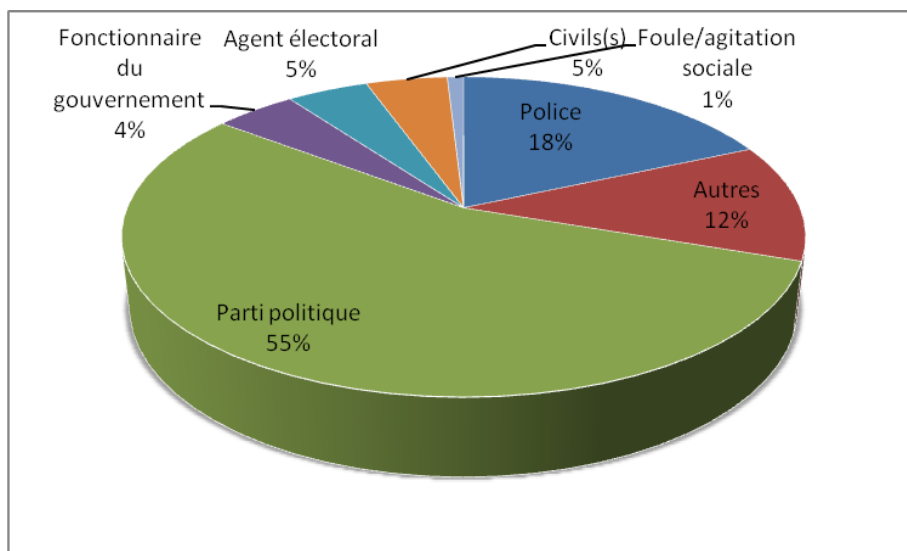
A travers le graphique ci-dessus, il y a eu un pic d'actes d'intimidation la semaine précédant l'élection présidentielle. S'agissant de la répartition géographique, la province de Gitega vient en tête avec 7 cas, suivie de la province de Bujumbura rural avec 5 cas.

Outre la convoitise de l'électorat, la province de Gitega est province d'origine de personnalités très influentes au sein des partis politiques les plus représentés dans les institutions. Cet état de fait conduit à une compétition électorale acharnée dans cette province où chacun de ces partis politiques voudrait à tout prix

garder la main mise sur son électorat. Cette situation conduit souvent ces leaders des partis politiques à user de tous les moyens à leur disposition, même illicites, notamment les intimidations.

- **Les incidents de violence par auteur**

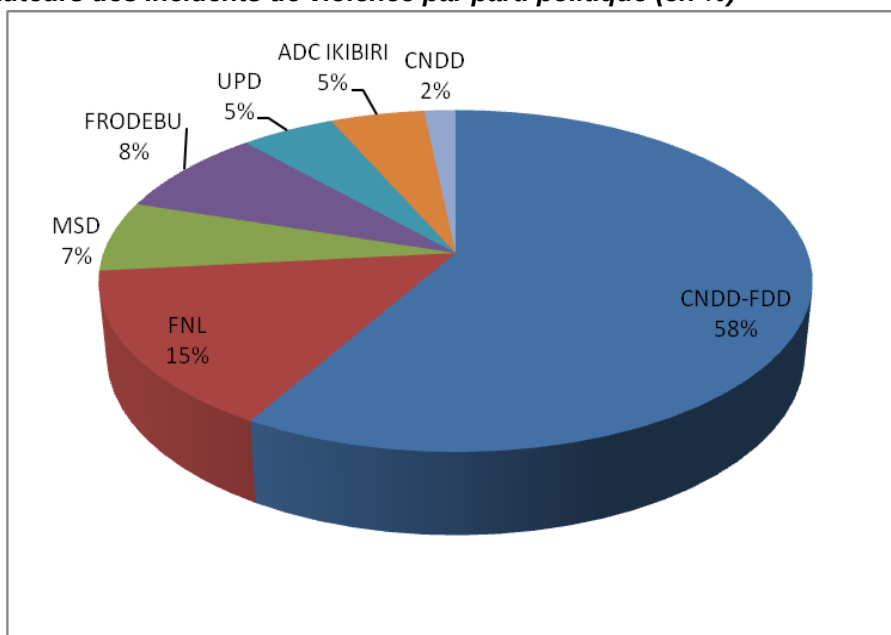
Graphique 7 : Auteurs des incidents de violence par catégorie (en %)



Sur les sept catégories d'auteurs, les partis politiques sont majoritairement responsables des incidents de violence (55%), suivis de la police (18%).

En comparaison avec le 2^{ème} rapport, le pourcentage des incidents de violence causés par les partis politiques a diminué. Le taux des incidents de violence causés par la police se sont accrus. Cela pourrait s'expliquer pas les interventions de ces derniers dans les manifestations contestataires.

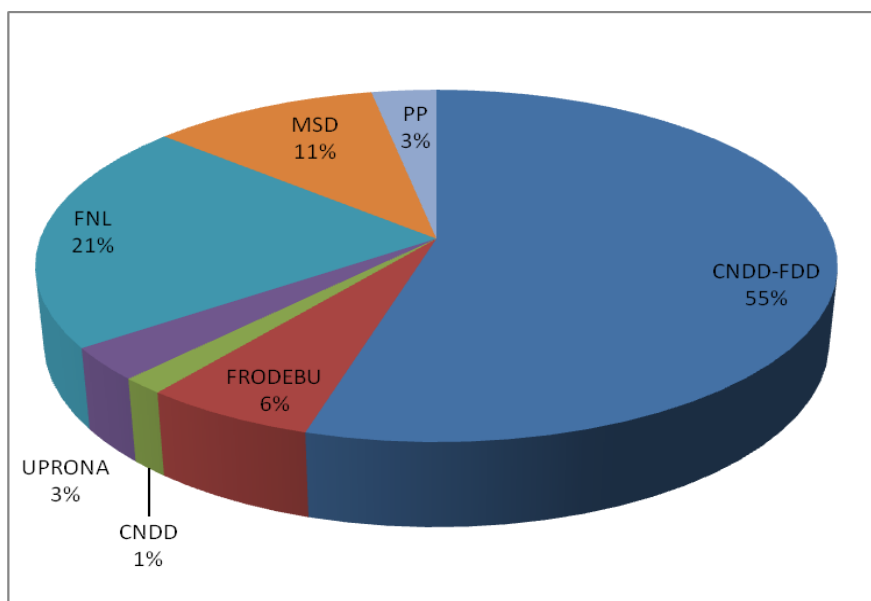
Graphique 8 : Auteurs des incidents de violence par parti politique (en %)



Comme cela est apparu dans le second rapport d'Amatora Mu Mahoro, le parti CNDD FDD vient toujours en première position comme auteur des différents incidents liés aux élections, de même que le FNL occupe la 2^{ème} place. Le parti au pouvoir est, par ailleurs, à l'origine de la majorité des intimidations à l'égard d'autres parties prenantes du processus électoral. Les incidents commis par le parti au pouvoir ont en grande partie eu lieu dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Gitega et Rutana. Quant aux membres du FNL, ils sont auteurs de différents types d'incidents (destructions de propriétés, affrontements de groupes, etc.), globalement dans les mêmes provinces que le CNDD-FDD.

- **Les incidents de violence par victimes**

Graphique 9 : Victimes par parti politique (en %)



Les victimes des incidents sont majoritairement les partisans des partis politiques (38% des victimes). Notons que comme pour les auteurs, les principales victimes des incidents de violence électorale sont également des personnes du CNDD FDD. Néanmoins, les victimes et les auteurs ne concernent pas nécessairement les mêmes incidents.

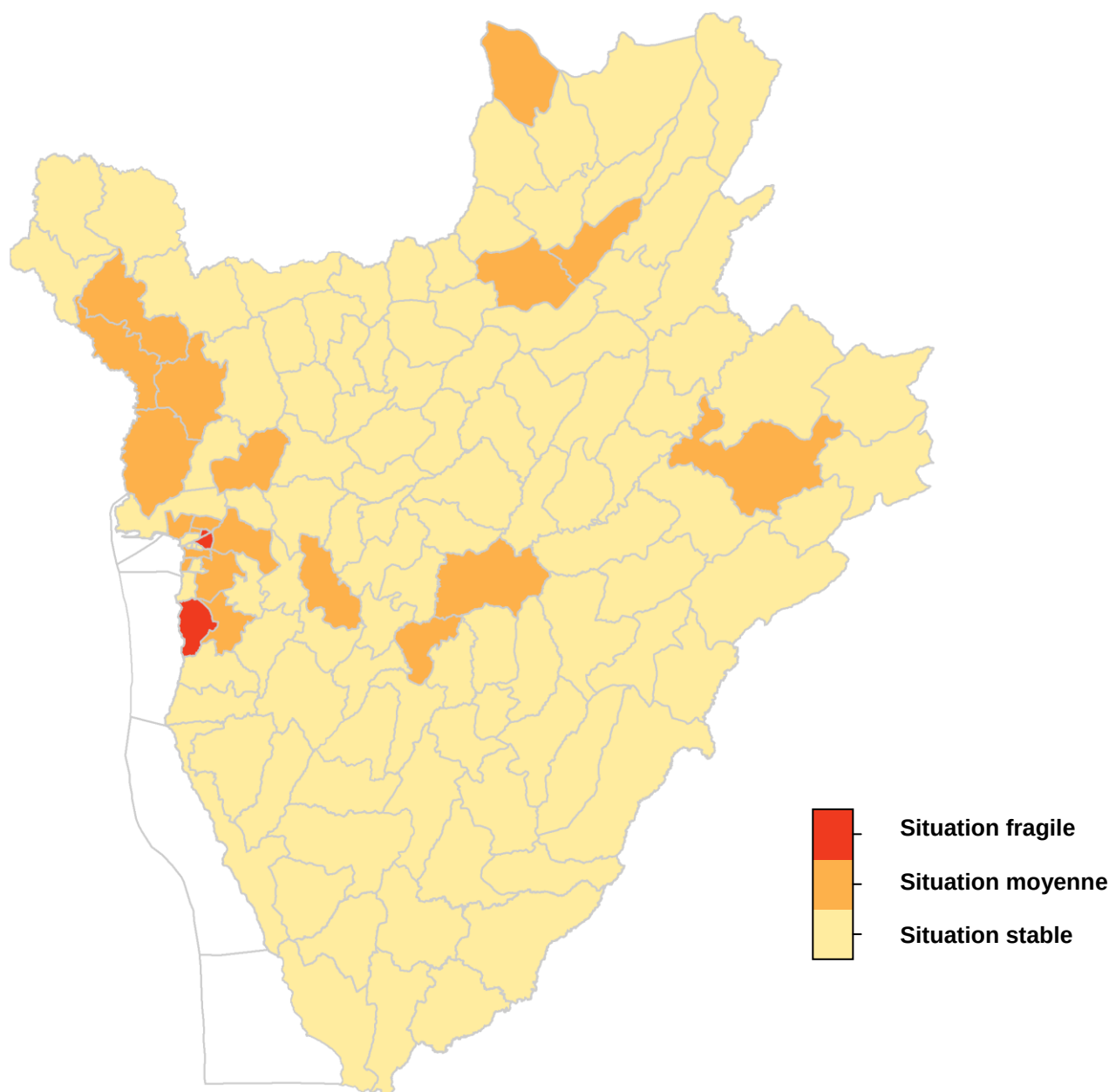
Concernant le type d'incident le plus récurrent, c'est-à-dire les destructions de propriété, les victimes sont majoritairement des personnes et des installations du parti au pouvoir.

Globalement, ce taux d'incidents de violence électorale peut s'expliquer par la situation d'impasse qui régnait tout au long de la période pré-électorale de l'élection présidentielle, pendant laquelle les autorités nationales ont poursuivi le processus électoral alors que les partis politiques d'opposition, rejetant les résultats des élections communales, ont choisi de se retirer du processus et invitaient l'électorat à boycotter l'élection présidentielle.

2. Violences électorales (Analyse des indicateurs liés aux enjeux électoraux)

- Analyse des indicateurs de violence

Cartographie 2 : Communes fragiles



Sur 129 communes, 3 communes sont jugées *fragiles* : les communes de Kabezi à Bujumbura Rural, de Gihosha et de Kamenge à Bujumbura Mairie. Ce sont les deux provinces où on a pu observer une plus grande disparité des résultats des élections communales, ainsi que la présence d'une grande diversité de partis politiques. Notons également que Kamenge fut le théâtre d'affrontements entre l'armée et les différents mouvements rebelles et demeure aujourd'hui un foyer de tensions. La commune de Kabezi compte, également, un nombre important d'incidents dont un meurtre.

D'autre part, 20 communes sont jugées *moyennes*. 20 % d'entre elles se situent à Bujumbura Mairie, 15 % se situent dans la province de Bujumbura Rural. La commune de Gitega fait partie des communes où il a été recensé le plus d'incidents de violences (8 incidents). La commune de Kanyosha ne recense que trois incidents de violence, mais parmi lesquels deux meurtres.

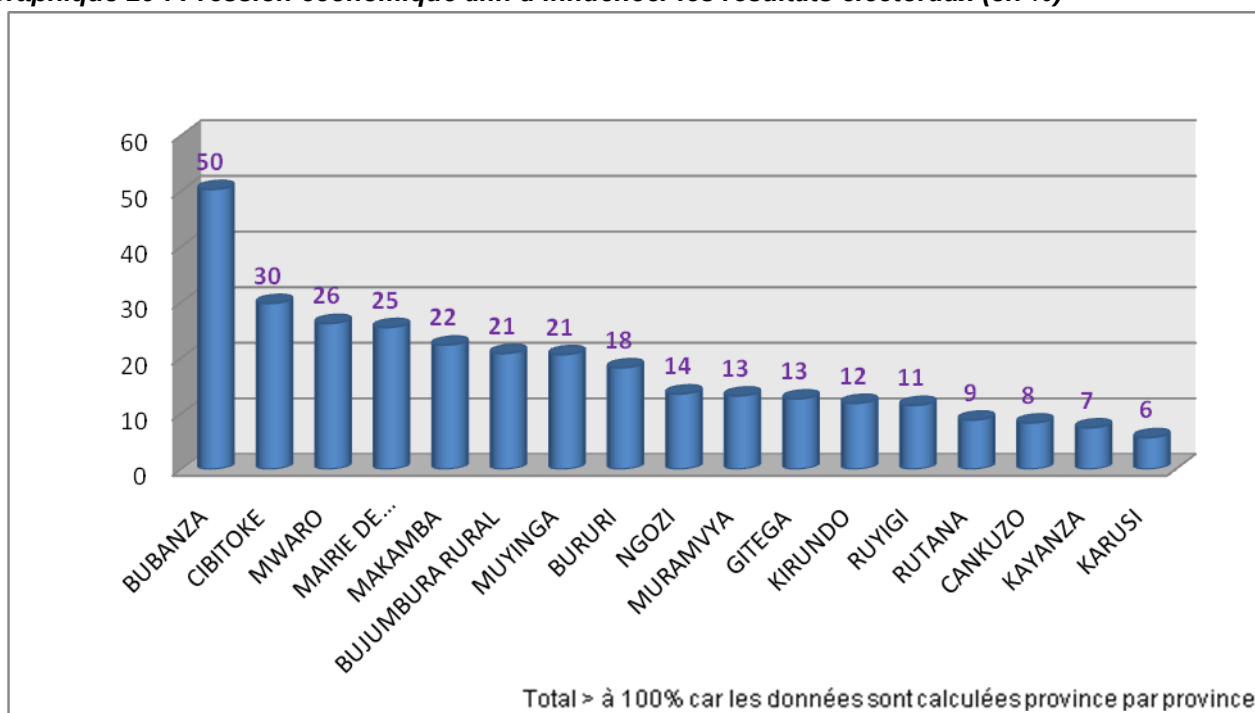
Enfin, 106 communes du pays (soit 82 % des communes) sont jugées *stables*. Même si ces communes ont été jugées stables, un certain nombre d'incidents ont eu lieu.

Malgré le fait que les communes de Rutana, Bugendana et Musaga soient jugées *stables*, elles ont également connu le plus grand nombre d'incidents de violence durant cette période, avec 10 incidents signalés à Rutana, 8 à Bugendana et 7 à Musaga. Les incidents de violence dévoilent une insécurité ponctuelle qui n'infirme pas nécessairement le sentiment de sécurité d'un lieu à long terme. Ceci expliquerait un certain décalage entre la catégorisation d'un lieu et le nombre d'incidents recensés. A titre d'exemple, la commune de Rohero (Bujumbura Mairie) a connu des explosions de grenades, qui n'a pas pour autant affecter le sentiment de sécurité qui y prévaut.

• Mécanismes d'intimidation de l'électorat

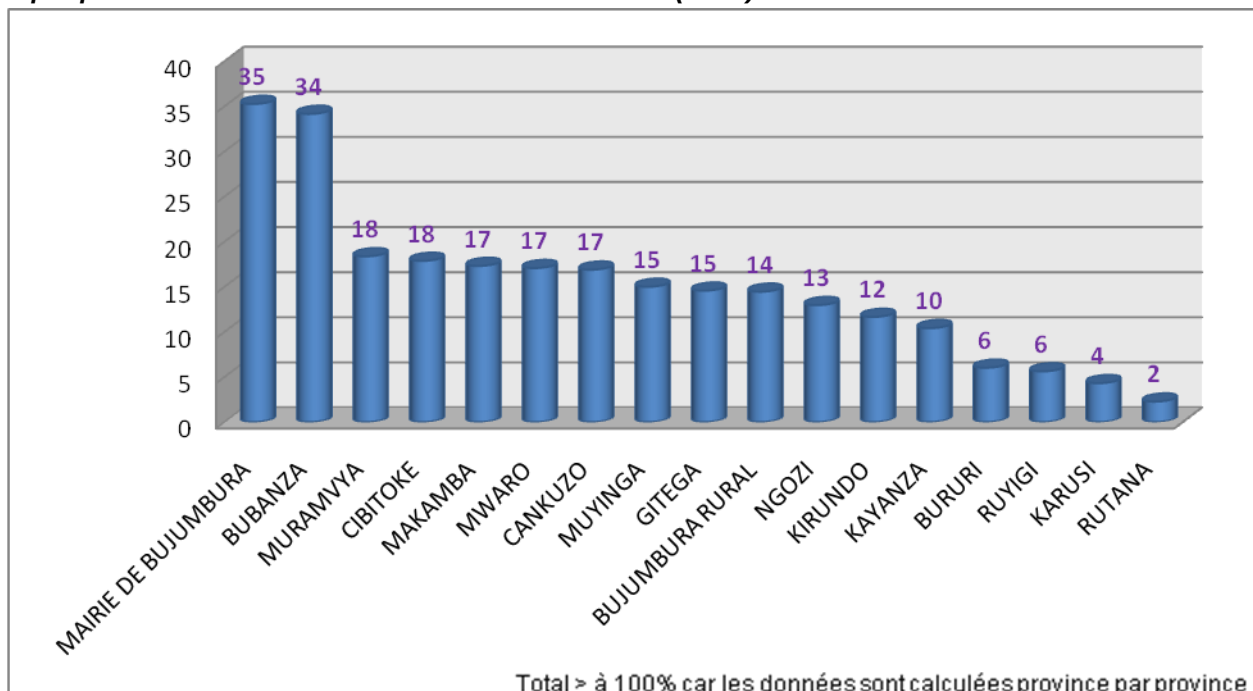
Dans cette sous-partie, cinq indicateurs sont mis en exergue pour exposer une certaine intimidation de l'électorat en vue de l'élection présidentielle. Ces données sont collectées à travers le traitement des *formulaire de situation* envoyés par les Point focaux.

Graphique 10 : Pression économique afin d'influencer les résultats électoraux (en %)



De manière générale, la perception des points focaux concernant les pressions économiques aux fins d'influencer l'électorat tourne aux environs de 20%. Néanmoins, il a été estimé qu'il y a eu des pressions économiques afin d'influencer l'électorat dans 50 % des communes de la seule province de Bubanza. Il s'agit de pressions telles que la perception d'achat de consciences et l'accès discriminatoire aux services publics.

Graphique 12 : Restrictions de la liberté d'association (en %)

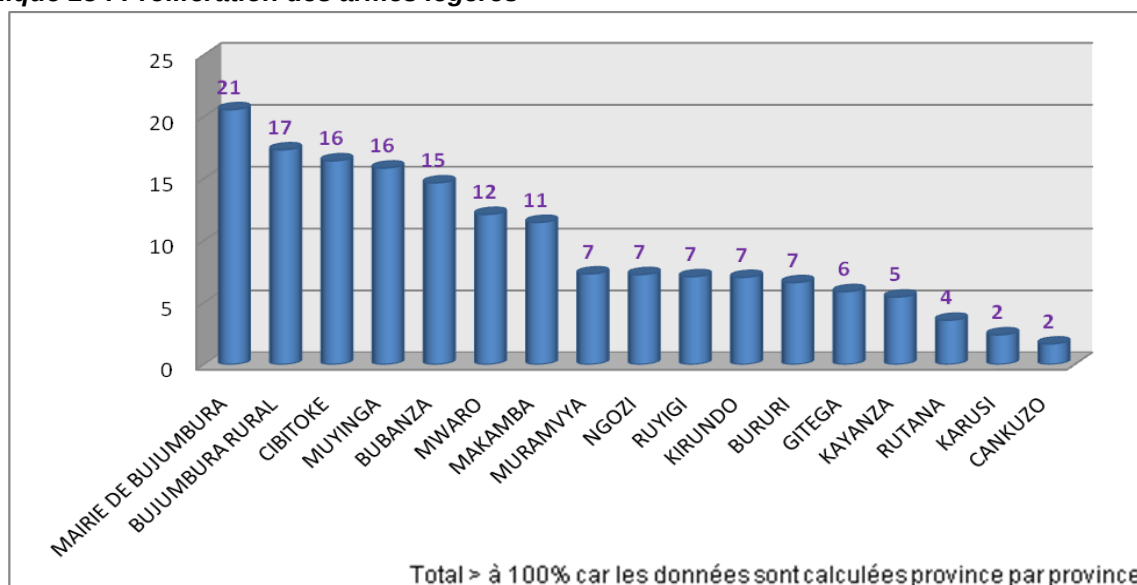


Les Points focaux du projet ont signalé une certaine restriction de la liberté d'association, particulièrement dans la province de Bujumbura rural (35 %) et dans celle de Bubanza (34%).

Les principaux sous indicateurs qui illustrent cette situation sont les arrestations illégales arbitraires basées sur l'appartenance politique et les prohibitions des rassemblements politiques

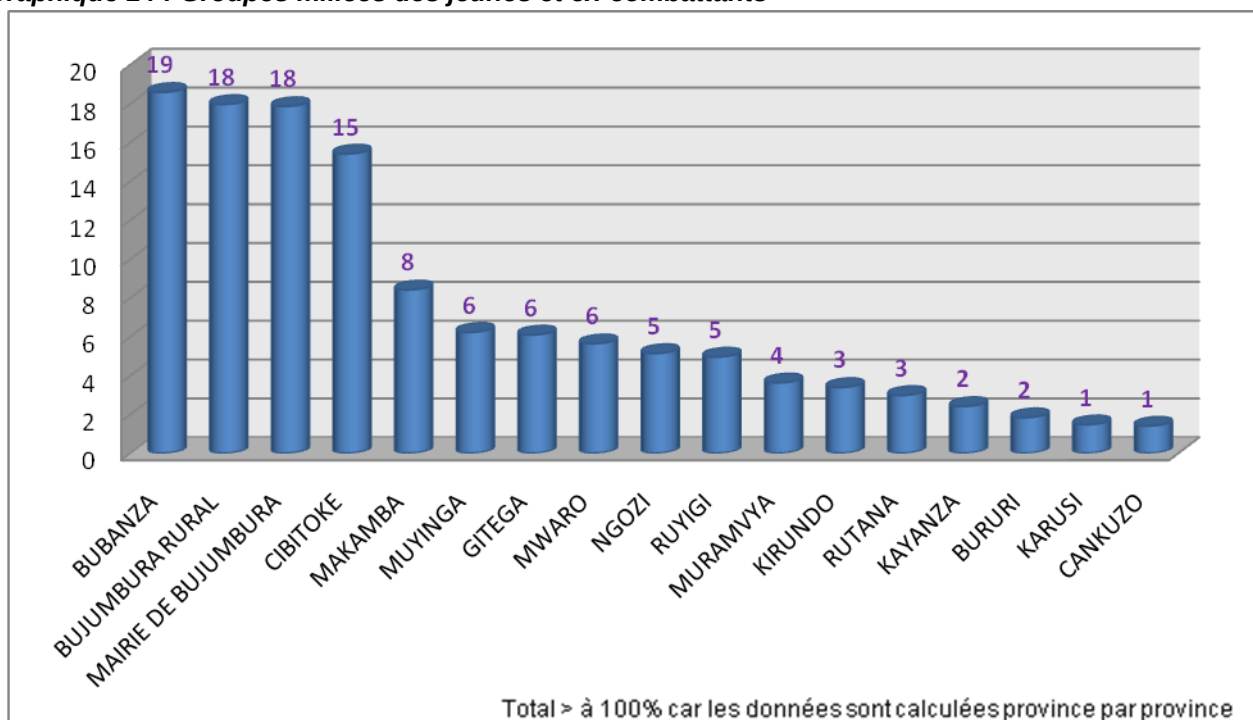
La prohibition des réunions et des rassemblements politiques s'est faite, majoritairement, à l'encontre des partis politiques contestant les résultats des élections communales. Par la suite, cette prohibition s'est matérialisée par la mesure prise le 11 juin 2010 par le Ministère de l'Intérieur interdisant les réunions et rassemblements des partis politiques ne participant pas à l'élection présidentielle.

Graphique 13 : Prolifération des armes légères



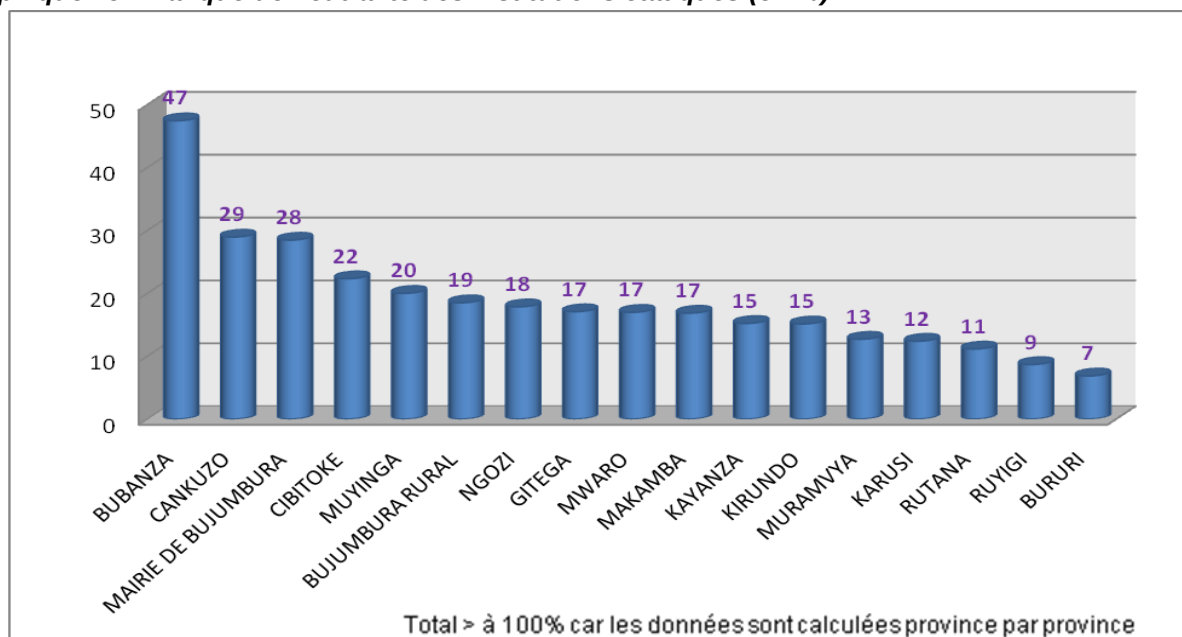
C'est dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bujumbura rural, Cibitoke et Muyinga, d'après les Points focaux, où circule le plus de rumeurs sur la prolifération d'armes légères. C'est d'ailleurs dans la province de Bujumbura Mairie, que le plus grand nombre de cas de tentatives de meurtre et de meurtres a été recensé (37 % des cas).

Graphique 14 : Groupes milices des jeunes et ex-combattants



Quatre provinces à savoir Bubanza, Bujumbura Rural, Bujumbura Mairie et Cibitoke accusent un taux élevé pour cet indicateur. Cette situation s'explique principalement par les sous indicateurs suivants : la manipulation des ex combattants par des politiciens et la possession d'armes par les ex combattants. Notons que la province de Bujumbura Rural est une des provinces où ont été recensés le plus d'incidents d'intimidation.

Graphique 15 : Manque de neutralité des institutions étatiques (en %)



Les provinces de Bubanza, Cankuzo et Bujumbura Mairie viennent en avant pour le manque de neutralité des institutions étatiques pendant la période de la campagne de l'élection présidentielle. Les principaux sous indicateurs qui retracent cette situation sont l'utilisation des biens publics (véhicules, carburant, fonds publics, etc.) et le manque de confiance en la CENI, CEPI et/ou CECI.

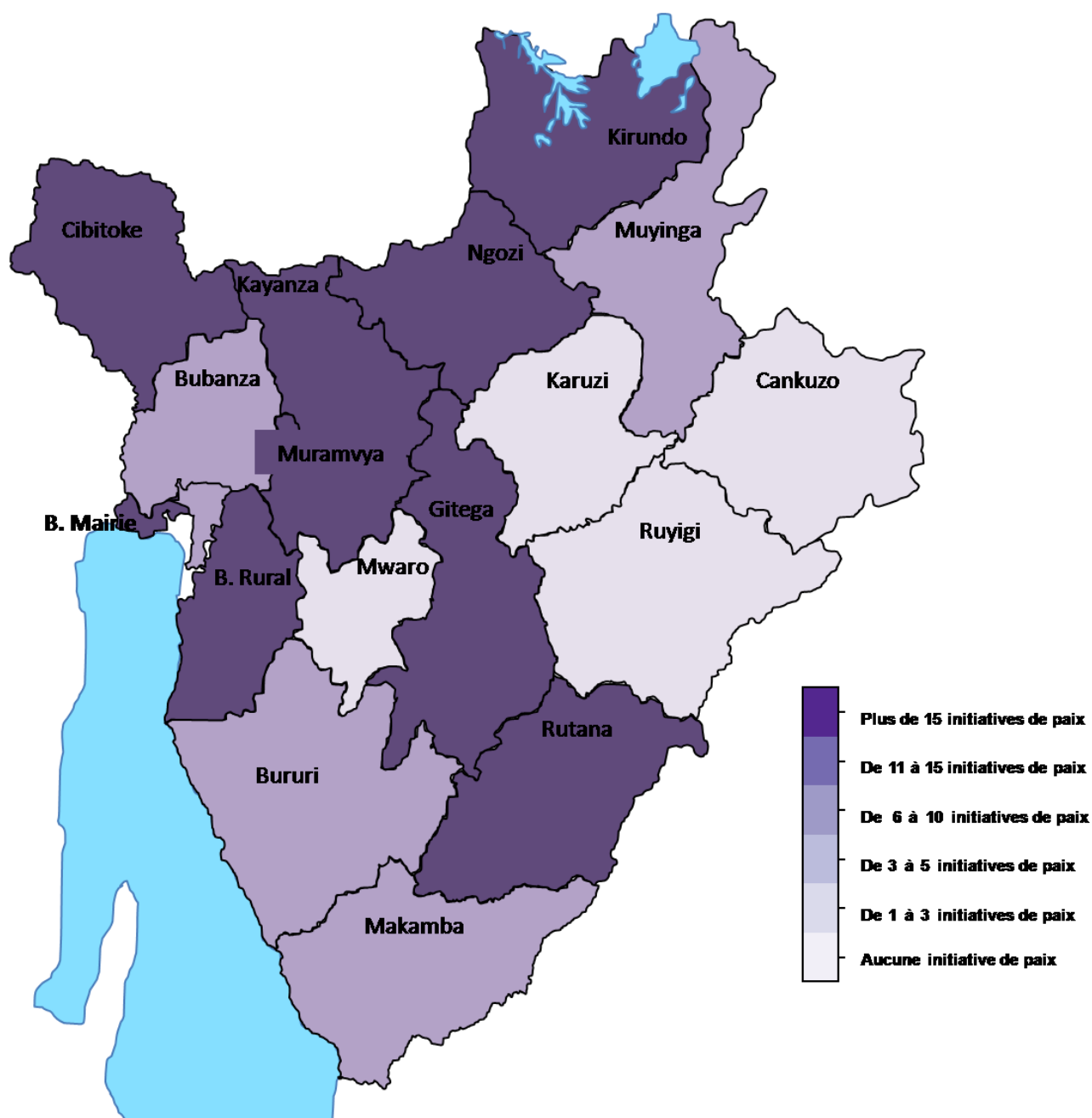
A titre indicatif, les Points focaux ont rapporté plusieurs cas d'utilisation des charrois de l'état lors de la campagne de l'élection présidentielle. A titre d'exemple :

- Le 18 juin 2010, en commune de Bubanza, le CNDD FDD a utilisé le charroi de l'état pour installer le matériel de sonorisation pour un rassemblement politique.

De manière générale, on constate que, à l'exception de la province de Cankuzo, la fréquence des indicateurs de violence est plus élevée dans des provinces proches de la capitale (Bubanza, Cibitoke, Bujumbura Rural). Cela peut s'expliquer par une plus forte sollicitation de ces populations par les partis politiques. L'électorat de ces provinces est davantage partagé entre le parti au pouvoir et les principaux partis politiques de l'opposition, ce qui provoque une tension propice aux différentes formes de violence électorale.

3. Initiatives de paix (Analyse des initiatives de paix liés aux enjeux électoraux)

Cartographie 3 : Initiatives de paix par province :

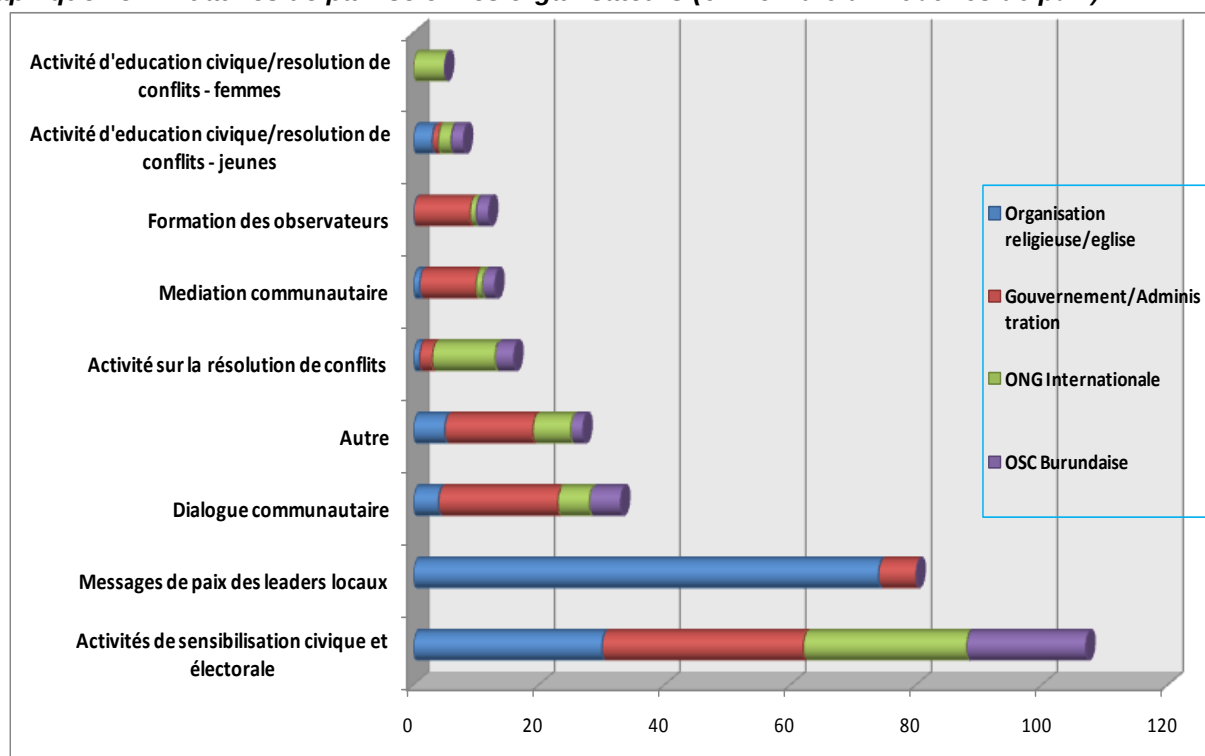


Pour cette période, 312 initiatives de paix ont été recensées contre 647 pour la période précédente. Le nombre des initiatives de paix a sensiblement diminué, notamment celles liées à l'éducation civique, la formation sur la résolution des conflits et les messages de paix des leaders locaux. Néanmoins pendant la période encourue, les activités de sensibilisation civique et électorale et les messages de paix des leaders locaux (confessions religieuses et Bashingantahe) gardent une place importante et correspondent respectivement à 35% et 26% des initiatives de paix. Les messages de paix des leaders locaux ont principalement eu lieu dans la province de Kayanza, tandis que les activités de sensibilisation civique et électorale ont été plus dispersées à travers le pays.

Au cours de la période du 31 Mai au 4 Juillet, 9 provinces (Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Kirundo, Muramvya, Rutana et Ngozi) ont enregistré plus de 15 initiatives de paix. Sur la même période, cinq provinces (Bubanza, Bujumbura Mairie, Bururi, Makamba, Muyinga) ont vu 11 à 15 initiatives de paix.

D'une manière générale, un minimum de deux initiatives de paix a été réalisé dans toutes les provinces du Burundi.

Graphique 15 : Initiatives de paix selon les organisateurs (en nombre d'initiatives de paix)

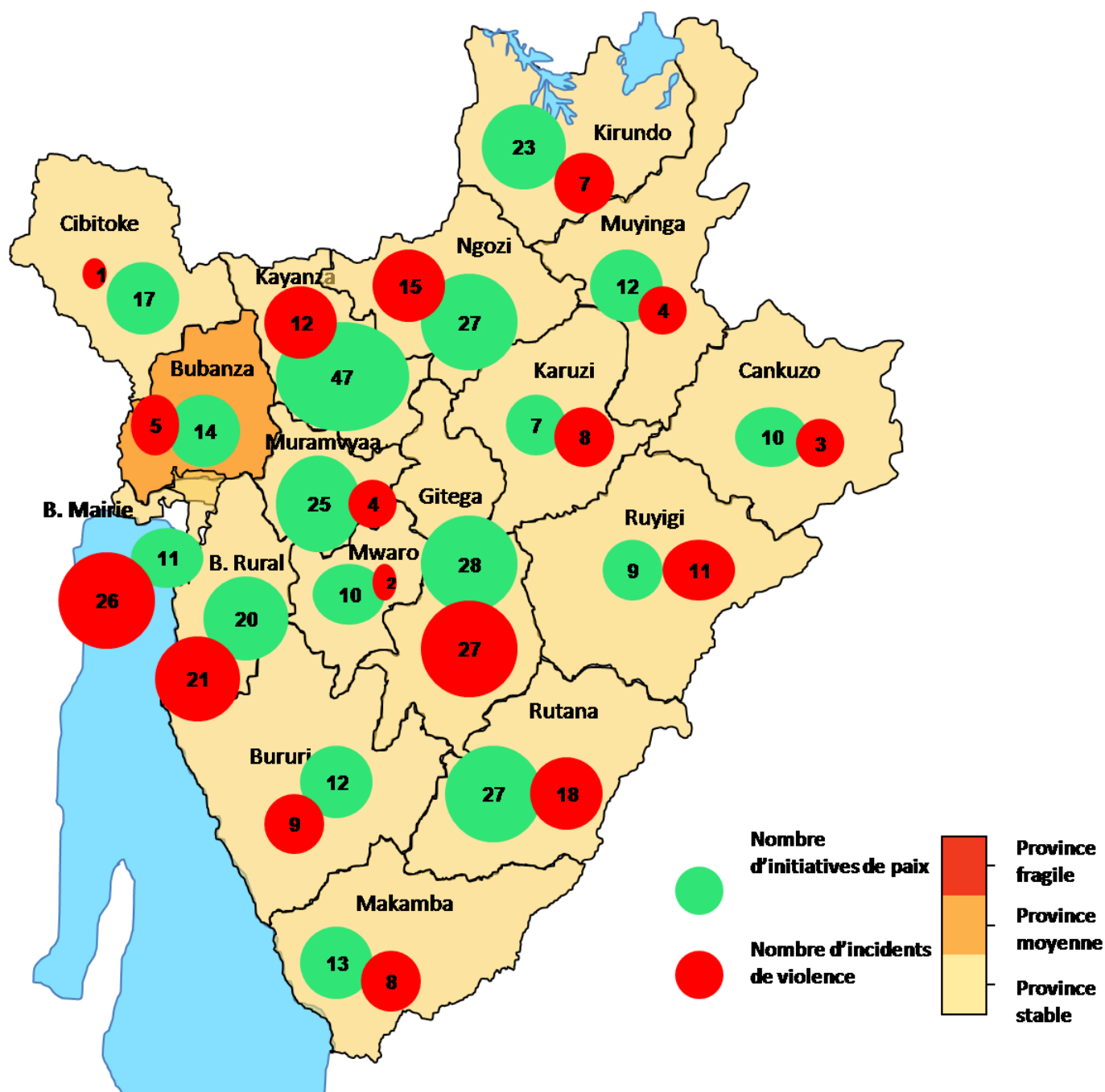


Les initiatives de paix restent importantes chez les organisations religieuses et les églises. Il importe de noter que le gouvernement a organisé un grand nombre d'activités de sensibilisation civique et électorale, alors que les confessions religieuses se concentraient sur des messages de paix. La société civile burundaise et les ONG Internationales, pour leur part, se sont plus impliquées dans les activités de résolution de conflits et de dialogue communautaire. Il apparaît que chacun des acteurs est resté actif dans son domaine mais d'une manière beaucoup moins importante que lors du début du processus.

Les initiatives prises par la société civile et les acteurs internationaux pour le rapprochement et la relance du dialogue, pendant la période couverte par le présent rapport sont importantes. Toutefois des efforts restent à fournir afin d'éviter que le conflit électoral actuel ne mette en péril la stabilité politiques et les acquis du processus de paix.

Synthèse

Cartographie 4 : Synthèse des indicateurs globaux, des incidents de violences et des initiatives de paix.



L'analyse faite des données fournies par les Points focaux du projet AMM permet de conclure que la fréquence des incidents dans les provinces a diminué, passant de 262 cas d'incidents répertoriés dans le second rapport, à 179 pour le présent rapport. Paradoxalement, les initiatives de paix n'ont pas du tout augmenté pour justifier cette réduction du nombre d'incidents, 312 initiatives de paix contre 647 pour la période précédente. Les initiatives de paix se sont concentrées au début du processus électoral.

D'un point de vue local, la commune de Rutana est la commune où il y a eu le plus d'initiatives de paix mais elle est également une des communes où a été recensé le plus grand nombre d'incidents de violence (elle était, également, parmi les communes comptant le plus d'initiatives de paix lors de la période précédente). En revanche, à Bujumbura Mairie, la moitié des incidents de violence se sont concentrés dans la commune de Musaga, commune où seule une initiative de paix fut organisée. De même, dans la commune de Bugendana où il a été recensé le plus d'incidents de violence, seule une initiative de paix a eu lieu.

Seul pour la commune de Mwumba (Ngozi) qui faisait partie des communes comptant le plus d'incidents de violence et le plus d'initiatives de paix lors de la période précédente; il a été observé, pour cette période, une nette diminution du nombre d'incidents de violence (de 7 à 0). Cependant, il ne peut pas être considéré une relation de cause à effet direct étant donné que de nombreux autres facteurs devraient être pris en considération (facteurs politiques, géographiques, etc.)

D'une manière générale, nous ne pouvons donc pas établir de corrélation entre le nombre d'incidents de violence et d'initiatives de paix recensés pour cette période. Les communes où il y a eu le plus d'initiatives de paix ne sont pas nécessairement les communes où il y a eu le moins d'incidents.

Annexe

• Note méthodologique sur les trois différents types de résultat

Le projet Amatora Mu Mahoro, fruit d'un effort conjoint de plus d'une dizaine d'organisations nationales et internationales, identifie les zones vulnérables à la violence électorale ainsi que les initiatives de paix à travers le pays. Le projet vise à soutenir des réponses appropriées et à promouvoir la tenue pacifique des élections de 2010 au Burundi. Amatora Mu Mahoro a démarré le 26 avril 2010 et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de septembre, au terme du cycle électoral en cours au Burundi.

Amatora Mu Mahoro est basée sur la méthodologie de recherche appelée EVER (Electoral Violence Education and Resolution), née au Timor Oriental en 2001 et implantée dans une dizaine de pays depuis. EVER a trois objectifs principaux : i) Utiliser des données fiables pour prévenir la violence électorale et encourager les initiatives de paix, ii) Cartographier et surveiller la violence électorale et les initiatives de paix d'une manière objective et fiable, et iii) Développer une meilleure compréhension des causes de la violence électorale et les stratégies de diminution de la violence.

Amatora Mu Mahoro rapporte les occurrences d'initiatives de paix et des incidents de violence recueillies auprès de plus de 400 points focaux, basés dans l'ensemble des 129 communes du Burundi. Les Points focaux sont supervisés par 34 Coordinateurs Provinciaux basés dans les 17 provinces du pays.

Ainsi, les Points focaux remplissent un *formulaire d'incident* pour chaque incident de violence notifié. De plus, les Points focaux remplissent, de manière hebdomadaire, un *formulaire de situation* et un *rapport hebdomadaire des activités* qu'ils envoient aux Coordinateurs Provinciaux qui transmettent le tout à la Centrale d'Amatora Mu Mahoro basée à Bujumbura.

1. Les résultats sur les indicateurs de violence sont obtenus par le traitement des formulaires de situation, suivant la méthodologie suivante:

- Il a été dégagé la fréquence des réponses positives par sous-indicateur dans chaque commune
- Il a été établi une moyenne par sous-indicateur par commune.
- Grace aux résultats des sous-indicateurs, il a été possible d'établir un résultat global pour chacun des 10 indicateurs se trouvant dans le formulaire de situation.
- Ces derniers déterminent un résultat global permettant d'identifier et de qualifier la situation par commune et par province de *stable*, *moyenne* ou *fragile* :
 - Situation *stable*: La valeur de l'indicateur global se situe entre 0 et 1,99
 - Situation *moyenne*: La valeur de l'indicateur global se situe entre 2 et 3,99
 - Situation *fragile*: La valeur de l'indicateur global est égale ou supérieure à 4

La valeur de l'indicateur global peut varier entre 0 et 10. Il a été estimé que la situation serait jugée fragile lorsqu'au moins quatre indicateurs sur dix du formulaire de situation, ont une valeur positive. Le seuil de 4 a été choisi de manière à réajuster le biais des points focaux qui ont tendance à considérer les situations moins sensibles qu'elles peuvent l'être en réalité (constat fait suite à l'analyse exhaustive des formulaires de situation depuis le début du projet).

2. Les résultats sur les incidents de violence sont obtenus grâce au traitement des formulaires d'incident de violence envoyés par les Points focaux après envoi d'un SMS de notification à la Centrale d'Amatora Mu Mahoro. Le formulaire d'incident de violence donne plus de détails sur les circonstances de l'incident (Type de violence, motif, lieu, usage d'une arme, auteur et victime de l'incident). Ces formulaires d'incident permettent à Amatora Mu Mahoro d'avoir des informations fiables sur les occurrences de violence.

3. Les résultats sur les initiatives de paix sont obtenus par le traitement des rapports hebdomadaires des activités envoyés par les Points focaux. Ce recueil des données sur les initiatives de paix n'est pas exhaustif mais donne un panorama des activités de paix qui ont eu lieu au niveau communal pendant la semaine.

- **Table des Illustrations**

Cartographie 1 : Incidents de violence par commune au niveau national.....	5
Graphique 1 : Type d'incidents de violence (en nombre de cas)	6
Graphique 2 : Incidents de violence par province (en nombre de cas).....	7
Graphique 3 : Incidents de violence par semaine (en nombre de cas).....	8
Graphique 4 : Incidents de violence : Destructons de propriété par semaine (en nbre de cas)	8
Graphique 5 : Tentatives de meurtres et cas de meurtres par province (en nombre de cas).....	9
Graphique 6 : Intimidations/menaces par période (en nombre de cas)	10
Graphique 7 : Auteurs des incidents de violence para catégorie (en %)	11
Graphique 8 : Auteurs des incidents de violence par parti politique (en %)	11
Graphique 9 : Victimes par parti politique (en %)	12
Cartographie 2 : Communes fragiles	13
Graphique 10 : Pression économique afin d'influencer les résultats électoraux (en %)	14
Graphique 12 : Restrictions de la liberté d'association (en %).....	15
Graphique 13 : Prolifération des armes légères	15
Graphique 14 : Groupes milices des jeunes et ex-combattants.....	16
Graphique 15 : Manque de neutralité des institutions étatiques (en %).....	16
Cartographie 3 : Initiatives de paix par province :	18
Graphique 15 : Initiatives de paix selon les organisateurs (en nombre d'initiatives de paix).....	19
Cartographie 4 : Synthèse des indicateurs globaux, des incidents de violences et des initiatives de paix.	20